



Fondation pour l'agriculture  
et la ruralité dans le monde  
RECONNUE D'UTILITE PUBLIQUE

# Innovation méthodologique dans des processus de communication afin de promouvoir la coproduction et l'échange de connaissances agricoles au Burkina Faso: prenant en compte des aspects sociaux et culturels<sup>1</sup>

Eric PASQUATI<sup>2</sup>

Pierre GIRARD<sup>3</sup>

## Résumé

Cet article est une analyse critique des approches technocratiques dans l'élaboration et la mise en œuvre de processus de communication en rapport avec le développement rural en Afrique, en particulier sur l'application des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans ce contexte. Même étant la base pour l'établissement de relations de confiance et donc fondamentaux pour une communication fluide et effective, les aspects socio-culturels ont souvent été négligés par des initiatives appliquant les TIC au développement rural en Afrique. Reconnaisant l'importance de ces aspects socio-culturels pour l'appropriation de toute innovation dans des zones rurales des pays en développement, il est possible de définir des stratégies pour adapter l'application des TIC aux conditions locales. Cet article propose des innovations méthodologiques dans l'élaboration et la mise en œuvre de processus de communication afin de promouvoir la coproduction et l'échange de connaissances agricoles dans les pays en développement. Les suggestions sont basées sur les expériences de terrain des auteurs, liées à des activités opérationnelles et de recherche de la Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM), en partenariat avec l'Union des Groupements pour la Commercialisation de Produits Agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA-BM), au Burkina Faso.

## Introduction

Au delà des moyens de production d'une exploitation agricole – la terre, le travail et le capital – l'information (pertinente et au moment opportun) est également un facteur important dans la conduite des systèmes de culture et d'élevage. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent s'avérer utiles pour optimiser l'obtention, l'échange et le traitement de cette information ainsi que l'acquisition et le renouvellement de savoirs spécifiques pour la production agricole. Dans le cadre des projets de développement, la mise en place des TIC relève souvent d'une approche technocratique : les technologies sont considérées comme porteuses d'une efficacité intrinsèque comme si par leur simple utilisation, cette efficacité pourrait être transférée aux sociétés locales et solutionner une partie de leurs problèmes. L'accès - aux objets techniques et aux réseaux - devient la priorité, comme si l'usage adapté suivrait automatiquement la mise à disposition des outils. Or, l'expérience de terrain montre que cela n'est pas toujours le cas, en particulier dans les zones rurales africaines. En outre, ce type d'approche ne favorise pas la durabilité des initiatives locales à la base du changement social des sociétés africaines. En prenant en compte l'empreinte sociale des méthodes d'application des TIC, il est

<sup>1</sup> Article présenté au XIIIème Congrès Mondial de l'IAALD, à Montpellier, 26-29 Avril 2010

<sup>2</sup> Chef de projet TIC à FARM, eric.pasquati@fondation-farm.org

<sup>3</sup> Chef de projets vivriers à FARM, pierre.girard@fondation-farm.org

possible d'identifier des stratégies pour que l'application de ces technologies soit le plus adaptée au contexte local.

Les suggestions qui seront présentées dans cet article résultent de l'expérience de terrain des auteurs, liée à des activités opérationnelles et de recherche de la Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM) auprès de l'Union des Groupements pour la Commercialisation de Produits Agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA-BM), au Burkina Faso. Le partenariat entre FARM et l'UGCPA-BM est né en réaction à la crise alimentaire de 2008. L'objectif principal de ce partenariat est d'appuyer l'augmentation de la production agricole vivrière et de renforcer les fonctions économiques de l'organisation agricole. Ainsi, le principal appui de FARM à l'UGCPA-BM a concerné la filière céréale avec la mise en place d'un système d'approvisionnement en engrais minéraux et de production de semences améliorées.

La seule utilisation du paquet « engrais minéraux – semences améliorées » n'est cependant pas suffisant à l'augmentation durable de la production céréalière, c'est pourquoi FARM a initié au sein de l'UGCPA-BM une réflexion sur la durabilité des systèmes de production agricoles. Ceci a donné lieu à la mission de Pierre Girard entre mai et décembre 2009 ayant pour objectif en partie d'étudier les pratiques de gestion de la fertilité des sols par les paysans en vue de proposer un plan d'action agro-environnemental. D'un point de vue méthodologique, ce travail repose essentiellement sur une analyse bibliographique et des enquêtes auprès des paysans membres de l'UGCPA. Les élus et salariés de l'UGCPA-BM ont été associés tout au long du processus (choix des zones de l'étude, choix des agriculteurs, organisation de restitutions par groupe...) afin de faciliter l'appropriation de ces questions assez nouvelles au sein d'une organisation paysanne.

En parallèle, Eric Pasquati prépare en partenariat avec la Fondation FARM une thèse de doctorat sur les aspects socioculturels de l'appropriation des TIC par des agriculteurs ouest-africains. L'objectif pour FARM est de définir son approche d'intégration des TIC à ses projets opérationnels. Le terrain de cette recherche a été réalisé de juillet à décembre 2009 à la région de la Boucle du Mouhoun, au Burkina Faso, et s'est basé principalement sur des observations, des entretiens avec des paysans, des visites guidées par des agriculteurs et des sessions de participation aux travaux agricoles.

Dans cet article, après avoir rappelé l'hétérogénéité des acteurs concernés par les projets de développement rural et les difficultés de communication que cela engendre, nous explorons les causes de l'échec de l'approche technocratique pour la diffusion des TIC au sein des sociétés agricoles burkinabés. En conclusion nous formulons quelques suggestions d'innovation méthodologique dans la conception et la mise en œuvre des processus de communication en appui du développement rural des PED afin de favoriser l'appropriation de ces processus par les acteurs locaux, et donc l'autonomisation des initiatives.

## Hétérogénéité des acteurs

L'aide au développement implique des rencontres entre acteurs différents de par leur culture, leur niveau de formation, leur niveau d'accès à des moyens. Des dichotomies entre étranger et autochtone, expert et praticien, déterminent un champ complexe de relations à établir. Dans des zones d'intervention rurales ces différences sont encore plus prononcées que dans les villes, à la fois par le fait que dans les campagnes les niveaux d'éducation formelle sont inférieurs à ceux dans les villes et aussi parce que dans ces derniers le brassage entre les différents acteurs a été souvent plus effectif, facilitant d'une certaine façon des nouvelles interactions.

La diversité des langues pose une première barrière à la communication entre acteurs d'origines différentes. Dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, même si souvent la langue officielle locale est celle de l'agent étranger de développement – dû à la fois au passé colonial et à une corrélation historique entre ce passé et l'origine de l'aide étrangère – la majorité des agriculteurs ne maîtrisent pas suffisamment la langue en question. Pour plusieurs pays africains cette question de la langue ne se pose

pas seulement entre étrangers et acteurs de terrain mais également entre ces derniers et l'élite intellectuelle du même pays. En effet, au vu de la multitude de langues régionales, l'expert national ne peut connaître l'ensemble de celles-ci et le passage par la traduction engendre toujours certaines interprétations et adaptations à la réalité de la langue de destination, en termes de structure mais aussi de richesse de vocabulaire. La traduction représente donc une barrière considérable à la fluidité et la précision de la communication.

Indépendamment de la langue, les différents niveaux de formations engendrent une contrainte supplémentaire à la communication entre les interlocuteurs. Par exemple, les agriculteurs burkinabés ont souvent un niveau d'éducation formelle assez bas, l'agronome n'utilise pas forcément la langue de la même façon qu'un agriculteur: les mots diffèrent et parfois les mêmes mots peuvent avoir des sens différents.

A ces questions objectives propres de la communication entre interlocuteurs d'origines très diverses viennent s'ajouter d'autres beaucoup plus subtiles, subjectives et difficiles à cerner, liées à des aspects socioculturels. En particulier dans les contextes des communautés agricoles ouest-africaines, des codes sociaux de communication régissent la prise de la parole, les formules de politesse, l'utilisation du regard et du silence dans les échanges sociaux. L'ignorance ou la négligence de ces codes peut compromettre la communication et en conséquence l'établissement de bonnes relations entre les interlocuteurs. Par exemple, au Burkina Faso, lorsqu'un étranger à la famille arrive dans l'enceinte de la maison, la discussion débute toujours par les salutations d'usage : l'hôte souhaite une « bonne arrivée » puis chacun demande des nouvelles de la famille et enfin l'hôte demande la raison de sa venue au visiteur. Lequel répond immédiatement que « ce n'est pas du malheur ». Alors, l'étranger peut exposer le but de sa visite.

De plus, les acteurs extérieurs, généralement issus des pays dits développés, raisonnent souvent en termes de résolution objective des problèmes. Le développement local – une notion souvent vague – est vu comme une cible, et sa réalisation est cadencée selon le rythme de la gestion de projets. Or les acteurs locaux ne suivent pas toujours ce type de raisonnement. Ils ont leur propre façon d'apprécier les aspects de leurs vies susceptibles d'être améliorés et, généralement, leur relation avec le temps ne correspond pas à celle dictée par les étapes d'un projet.

Les différences de langue et de niveaux d'éducation formelle, les codes socioculturels de communication, la structuration du raisonnement et le rapport social au temps sont des aspects qui témoignent de la complexité de la création d'une communication fluide et des bases d'une relation de confiance entre les agriculteurs et les « experts du développement ».

## Échec technocratique

Une bonne partie des projets d'application des TIC au développement, et en particulier au développement rural, ne fait pas suffisamment attention à l'adaptation des propositions au contexte local. Malgré l'intention de créer des bénéfices durables pour les acteurs locaux, ces projets sont souvent chargés d'une vision idéalisée des TIC et d'une conception simpliste du processus de leur appropriation par la population locale. Nous considérons l'appropriation comme à la fois le gain de confiance dans l'utilisation d'un objet technique ou l'application d'une méthode et aussi le sens d'identification symbolique de la personne avec l'objet ou la méthode en question.

Les sociologues Philippe Mallein et Yves Toussaint analysent différents modes d'appropriation des objets techniques en confrontant l'offre de TIC aux pratiques et aux représentations des usagers<sup>4</sup>. Les auteurs identifient deux rationalités principales dans la construction de l'offre: la "rationalité de la cohérence sociotechnique" et la "rationalité de la performance techniciste". La rationalité de la

<sup>4</sup> Philippe MALLEIN et Yves TOUSSAINT, "L'intégration sociale des technologies de l'information et de la communication: une sociologie des usages," *Technologies de l'information et société* 6, no. 4 (1994): 315-335.

cohérence sociotechnique considère que "le nouveau dispositif et les produits/services qui lui sont associés doivent trouver leur place dans tout cet ensemble social, culturel, technique, organisationnel, familial, relationnel [préexistant]"<sup>5</sup>. De l'autre côté, dans la rationalité de la performance techniciste, on "désigne aux usagers les places qu'ils vont occuper, les pratiques nouvelles qu'ils vont développer et les représentations idéales auxquelles ils doivent tendre"<sup>6</sup>. On voit que la première rationalité "est une démarche de 'rétroaction' entre le social et la technique"<sup>iii</sup>, donnant à l'utilisateur et à sa culture un rôle central. Les auteurs parlent d'une "alliance" entre l'offre et la demande. La deuxième rationalité, par contre, "est une démarche 'd'impact' de la technique sur le social"<sup>iii</sup>, et essaie d'imposer l'innovation technologique à l'utilisateur, ne laissant guère d'espace pour un dialogue entre l'offre et la demande.

Dans leurs recherches, ces deux sociologues sont arrivés à la conclusion que "l'insertion sociale d'une NTIC, son intégration à la quotidienneté des usagers, dépendent moins de ses qualités techniques 'intrinsèques', de ses performances et de sa sophistication, que des significations d'usage projetées et construites par les usagers sur le dispositif technique qui leur était proposé"<sup>7</sup>. Les aspects socioculturels spécifiques des communautés concernées seraient donc plus déterminants pour l'appropriation des TIC que les aspects techniques des technologies appliquées.

Pourtant, les responsables des projets de développement faisant usage des TIC se préoccupent souvent en premier lieu de la technique en elle-même. La modélisation cognitive de la réalité propre à la façon de raisonner basée sur la résolution objective de problèmes détermine des simplifications successives du contexte local, arrivant par fois à la position extrême de vouloir trouver des solutions standards, qui seraient applicables indépendamment du contexte. L'aspect technique est donc privilégié, et une « solution » est conçue pour répondre au supposé « problème », le plus souvent sans aucune participation des acteurs locaux. L'acteur extérieur joue le rôle de fournisseur d'une application des TIC, tandis que l'acteur local joue celui d'un simple consommateur.

Cependant, les agriculteurs ne sont pas de simples consommateurs, ils ne raisonnent pas leur comportement en fonction de l'accès à la nouveauté mais tout d'abord par rapport au fonctionnement de leur exploitation agricole. Qu'est ce que cette nouveauté pourrait lui apporter ? Quelles en sont les risques ? En effet, les agriculteurs sont fréquemment méfiants par rapport à des innovations technologiques surtout quand elles sont proposées par des acteurs étrangers à la communauté locale, et cela indépendamment de l'efficacité technique des propositions. Une des raisons de cette méfiance peut être la nécessité pour l'agriculteur de prendre en compte la gestion du risque d'utiliser cette technologie. Dans un autre domaine que celui des TIC, le taux d'utilisation de semences améliorées au Burkina Faso est de 11%<sup>8</sup> ce qui est faible comparé aux efforts qui ont été fait dans ce secteur de la recherche. Ceci s'explique en partie par la méfiance que les agriculteurs ont dans ces semences (qui ont un coût supplémentaire) mais aussi par le risque qui peut être lié à utilisation de ces semences souvent plus sensibles aux aléas climatiques.

Dans le cas des TIC, le refus des agriculteurs d'adhérer à des systèmes d'information de marché a participé des revers importants concernant quelques initiatives en Afrique de l'Ouest, pourtant très bien conçues sur le plan technique. Cela a été le cas, par exemple, de Manobi au Sénégal et de TradeNet (actuel Esoko) au Ghana. Les deux initiatives, fort intéressantes et innovatrices en termes techniques, ont dû faire face à une adhésion initiale très limitée des producteurs locaux, ce qui a motivé des réflexions plus profondes sur l'adaptation des propositions aux réalités locales.

Si l'innovation n'est pas adaptée à la réalité locale en termes de pertinence et de cohérence socioculturelle, l'appropriation des méthodes de communication faisant ou pas usage des TIC n'a pas lieu. Cette appropriation n'est pas possible soit du fait du manque d'intérêt des agriculteurs soit du fait d'incompatibilités socioculturelles qui rendent l'intégration de la méthode en question simplement inconcevable du point de vue des locaux. Dans ce dernier cas, est-ce que les sociétés locales

<sup>5</sup> Ibid., 319.

<sup>6</sup> Ibid., 320.

<sup>7</sup> Ibid., 318.

<sup>8</sup> [http://www.commodafrica.com/fr/actualites/matieres\\_premieres/burkinaagri](http://www.commodafrica.com/fr/actualites/matieres_premieres/burkinaagri)

n'essaient-elles pas de protéger leur propre fonctionnement de ces innovations étrangères qui pourraient perturber les codes sociaux établis ? Encore une fois, l'appropriation des propositions extérieures par les acteurs locaux dépend de leur propre perception de la proposition en question et non pas de celle des acteurs extérieurs à l'origine des propositions.

De plus, face à la complexité de la relation entre les acteurs locaux et étrangers il y a toujours le danger d'une appropriation faussée des nouvelles méthodes. En effet, des signes extérieurs d'acceptation d'innovations ne correspondent pas nécessairement à une véritable appropriation. Dépendant de la nature de la relation établie entre les étrangers et les acteurs locaux, ces derniers sont prêts à se prononcer pour une initiative donnée sans en être entièrement convaincus. Ce qui compte à ce stade est de faire plaisir à l'étranger qui, en dernier analyse, est celui qui apporte des financements, peut donner des per diem aux agriculteurs pour la participation à une formation et assurer des revenus stables à des agents de terrain.

Par exemple, concernant la production de fumure organique dans les exploitations agricoles, la technique la plus vulgarisée à partir des années 90 dans l'ouest du Burkina Faso est la fosse fumièrre. Les agriculteurs possédant une fosse fumièrre aujourd'hui ont le plus souvent participé à une formation et n'ont aucun problème pour « réciter » la méthode de fabrication de la fumure organique ce qui ne veut pas dire qu'ils la mettent en pratique. Paradoxalement, ceci n'empêche pas ces agriculteurs de demander de nouvelles formations sur ces méthodes...

Enfin, la diffusion de nombreuses innovations techniques se font par l'intermédiaire de projets de développement qui ont une durée relativement limitée dans le temps par rapport au temps qu'il faut pour l'adoption et l'appropriation d'une technique ou d'une méthodologie. Le projet peut initier l'utilisation d'une technique ou d'une méthodologie mais ne pourra accompagner son évolution dans le temps ce qui remet en cause la durabilité de certaines initiatives.

Une approche technocratique et basée sur le cycle d'un projet met en doute l'appropriation de propositions et de nouvelles méthodes. Sans le gain de confiance et l'identification symbolique des acteurs locaux avec les méthodes ou les objets techniques utilisés il est difficile d'envisager l'autonomisation des initiatives vis à vis des supports financiers étrangers. En bref, des approches technocratiques difficilement donnent lieu à des initiatives durables, soutenables.

## Innovation méthodologique

Des processus de communication, faisant ou non usage des TIC, ne seront vraiment utiles au développement rural des PED que s'ils sont bien adaptés aux réalités locales aussi bien en termes de pertinence de contenu que de cohérence socioculturelle. Si le processus proposé ne répond pas aux besoins en information des acteurs locaux ces derniers n'y trouveront pas d'intérêt. Si le processus, de par sa conception ou sa méthode de mise en œuvre, ne respecte pas les coutumes et les façons de faire locales, il sera probablement rejeté consciemment ou inconsciemment par la population. En pratique, assurer cette cohérence socioculturelle avec la réalité locale est encore plus difficile que de créer une application utile pour les acteurs locaux. A ce propos, un agronome indien responsable d'un projet de conseil technique à distance souligne que l'application des TIC au développement rural est "moins une question de technologie que de psychologie".

Nous avons pu identifier quatre éléments fondamentaux pour favoriser l'appropriation des processus de communication par des agriculteurs des PED. Tout d'abord s'assurer de la pertinence du contenu des échanges: pour être utile, l'information doit être spécifique, le contenu doit être local. Cela peut être bien de connaître les prix du maïs à Ouagadougou ou à Bobo-Dioulasso, les deux principales villes du Burkina Faso, mais si l'enjeu pour moi est de vendre mon sorgho dans les environs de Nouna, ville éloignée de ces deux centres et sans connexion routière goudronnée avec les grandes villes, l'information qu'il me faut prioritairement concerne les prix du sorgho dans les marchés proches à Nouna.

Ensuite, la forme qui prennent les communications doit être adaptée à la réalité socioculturelle des agriculteurs: face à l'importance de l'oralité dans les cultures en question et le haut niveau d'analphabétisme des acteurs locaux, une interface sonore et ou visuelle est souhaitable. Indépendamment du niveau de complexité technique ou institutionnelle du système mis en place pour la création et la gestion des contenus, l'interface technique avec les utilisateurs doit être en général simplifiée. En plus, si les TIC trouvent leur place dans un tel système, il vaut mieux être réaliste dans le choix de la technologie à utiliser, donnant priorité à celles déjà bien implantées, dont l'accès est plus facile à un grand nombre. Actuellement en Afrique de l'Ouest cela serait le cas de la radio et de plus en plus du téléphone portable.

Toujours dans la perspective de faciliter l'appropriation des processus de communication par la population locale, la médiation des échanges peut présenter un intérêt au moins à deux niveaux : en tant que formation des acteurs locaux à l'utilisation des objets techniques de communication, et comme lien humain de proximité dans la chaîne de communication. Ce dernier aspect est particulièrement important pour l'établissement de relations de confiance entre les divers interlocuteurs. Même quand l'échange se fait à travers une interface technique très simplifiée, l'absence d'un médiateur peut compromettre l'appropriation des messages échangés et le sentiment d'identification avec le système de communication<sup>9</sup>. Dans tous les cas, la légitimité d'intervention du médiateur auprès des locaux est fortement renforcée si il ou elle est issu de la communauté locale. Les membres d'une communauté, en particulier les agriculteurs, font normalement confiance à leurs pairs, à des personnes qui font face à une réalité proche de la leur. C'est l'appartenance du médiateur à la communauté locale, et donc sa compréhension naturelle de la réalité socioculturelle locale, qui compte le plus dans l'établissement d'échanges productifs entre les locaux.

En fin de compte, la participation active des acteurs locaux, à la conception, à la mise en œuvre et au financement des initiatives, est le principal facteur conditionnant leur véritable appropriation. Leur niveau de participation à la conception et à la mise en œuvre détermine en dernière instance la pertinence du processus de communication et sa cohérence socioculturelle avec le contexte local dans toute sa complexité. D'une part, il est difficile d'être pertinent pour une activité spécifique sans consulter les acteurs qui connaissent le mieux l'activité en question. D'autre part, l'apport objectif de n'importe quel nouveau processus de communication n'est pas suffisant pour assurer sa pérennité. Il faut également que les modalités de sa mise en œuvre soient harmonieusement intégrées à la dynamique sociale et culturelle de la population locale. Sans la participation active des acteurs locaux, il est peu probable que cette syntonie socioculturelle soit atteinte. La participation financière est également souhaitable car elle suscite un niveau d'engagement et d'identification plus fort des agriculteurs avec le processus.

Nous basant sur ces quatre éléments et l'expérience de terrain, nous pouvons formuler quelques suggestions méthodologiques pour la conception et la mise en œuvre de processus de communication dans le domaine du développement rural des PED. Si l'objectif est d'avoir du contenu pertinent, il faut penser à associer les agriculteurs à la construction de ce contenu, et motiver leur participation avec des échanges de savoirs sur des techniques agricoles voire des ruses et des astuces dans les façons de pratiquer l'agriculture. Un échange dynamique d'informations et de savoirs peut amener à la coproduction de nouvelles connaissances.

S'il faut rester réaliste en termes d'accès à propos des technologies à utiliser sur le terrain il vaut mieux explorer les possibilités des téléphones portables, qui sont déjà entre les mains d'une bonne partie des agriculteurs et qui correspondent assez bien à la façon traditionnelle de communiquer, basée sur l'oralité. Les messages texte via téléphone portable sont encore peu utilisés, mais peuvent devenir une alternative intéressante si couplés à des efforts d'alphabétisation fonctionnelle. Pour l'échange de

<sup>9</sup> Shirin Madon, chercheur de la London School of Economics and Political Science, travaillant sur le sujet de l'e-Gouvernance dans des zones rurales de l'Inde, suggère même que le rôle des médiateurs est fondamental pour dépasser le blocage de quelques agriculteurs par rapport aux TIC. Elle cite le cas d'agriculteurs indiens qui n'utilisent les télécentres communautaires que si le médiateur est présent.

savoirs agricoles les vidéos participatives produites localement, même que de façon artisanale, peuvent être une bonne option. Un savoir-faire dans ce domaine se développe depuis quelques années dans quelques ONG ouest-africaines<sup>10</sup>, ce qui incite à des partenariats locaux. La vidéo peut aussi permettre de dépasser les formations théoriques actuelles sur des thèmes techniques. Par exemple, concernant la fabrication de la fumure organique, la majorité des formations actuelles sont théoriques avec des démonstrations le plus souvent technicistes qui ont peu à voir avec les véritables conditions de travail de l'agriculteur. D'une part, l'outil vidéo peut atteindre un nombre plus élevé d'agriculteurs que la formation « classique ». D'autre part, la vidéo permet de donner la parole à des agriculteurs qui cultivent dans des conditions diverses et les « agriculteurs spectateurs » se sentent plus concernés par le thème développé. Par contre, l'intervention du technicien semble tout à fait pertinente après la vision de la vidéo pour approfondir certains points techniques soulevés par le documentaire.

Si la confiance s'établit plus facilement entre pairs et si l'engagement des acteurs locaux est souhaitable pour augmenter les chances de pérennité des initiatives, et surtout de leur autonomisation vis-à-vis de l'aide financière extérieure, il faut promouvoir leur participation et en même temps une certaine distance des acteurs étrangers. Ces derniers peuvent utilement jouer le rôle d'accompagnateur, mais ils doivent être conscients qu'une présence trop forte de leur part sur le terrain – y compris financière – dénoue les possibilités d'une appropriation profonde des initiatives par les locaux. Dans ce contexte les organisations paysannes semblent fournir un cadre institutionnel favorable pour la mobilisation des agriculteurs pour leur propre développement. Pour cela il est nécessaire que l'organisation émane du monde paysan. Les projets peuvent alors accompagner ces initiatives locales de regroupement de paysans et il se crée ainsi un contact indirect entre les membres de l'OP et le projet via l'organisation agricole. La légitimité de l'organisation paysanne est plus grande que celle des projets de développement classiques : des paysans que l'on peut qualifier de leaders participent à l'élaboration de services et d'activités pour d'autres paysans (même si la limite est qu'ils n'appartiennent pas tous à la même catégorie d'agriculteurs et ne rencontrent donc pas tous les mêmes problèmes sur leur exploitation agricole). Afin d'assurer la durabilité de ses activités (dont la diffusion des outils de TIC), il est nécessaire pour les organisations agricoles de renforcer leurs fonctions économiques qui leurs permettent d'accumuler des fonds propres pouvant les rendre autonome vis-à-vis de l'aide étrangère et servir à leur fonctionnement.

La mise en pratique des suggestions proposées dans cet article doit susciter des nouvelles formes de partenariat entre acteurs étrangers et locaux pour le développement agricole dans les PED, en particulier en ce qui concerne l'application des TIC. Des partenariats qui privilégient la prise en main des initiatives par les locaux, un accompagnement indirect par les étrangers et l'exploration du potentiel des TIC en cohérence avec la réalité du terrain, de façon pragmatique et qui s'inscrit dans la durée.

## Références

MADON S., 2008. Researching eGovernance for Development. *Community and Communications*, Royal Holloway, University of London, Egham, 15<sup>th</sup> November 2008.

MALLEIN P., TOUSSAINT Y., 1994. L'intégration sociale des technologies de l'information et de la communication: une sociologie des usages. *Technologies de l'information et société*, 6 (4): 315-335.

<sup>10</sup> Par exemple, l'ONG burkinabé Sahel Solidarité en partenariat avec l'ONG hollandaise IICD utilise depuis quelques années les vidéos participatives pour informer les populations rurales sur des questions sanitaires.